

**Bruno LE ROUX**

*Seine-Saint-Denis (1<sup>ère</sup> circonscription)  
Socialiste, radical, citoyen  
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes [J.O. du 4 juillet 2007]

**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**

*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Politique économique. Pouvoir d'achat. [23 octobre 2007] (p. 3052)

Police. Organisation. Police de quartier [15 janvier 2008] (p. 181)

Politique économique. Pouvoir d'achat. [13 mai 2008] (p. 2019)

*RAPPEL AU RÈGLEMENT*

Regrette l'appareillement des députés du Nouveau Centre au parti Fetia Api, pour des raisons d'accès au financement public des partis politiques [22 novembre 2007] (p. 4562)

*DÉBATS*

**Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; 18 juillet 2007] (p. 2167)**

*Après l'article 2 ter*

Intervient sur l'adt n° 70 de Mme Delphine Batho (jugement dans un délai de trois mois pour les mineurs primo-délinquants) (p. 2172)

Intervient sur l'adt n° 71 de Mme Delphine Batho (jugement dans un délai de trois mois pour les mineurs primo-délinquants) (p. 2172)

Intervient sur l'adt n° 72 de Mme Delphine Batho (sanctions éducatives prononcées dans un délai de trois mois) (p. 2174)

**Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)**

*Article 3 précédemment réservé (création d'un contrat d'accueil et d'intégration pour la famille)*

Son intervention (p. 2263)

*Après l'article 5*

Intervient sur l'adt n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2279)

**Projet de loi organique n° 401 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4527, 4570)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4538)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4539) : rejetée (p. 4545)

Son intervention (p. 4553)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 4576)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 novembre 2007] (p. 4562)

*Thèmes :*

Elections et référendums : calendrier électoral (p. 4541, 4553)

Elections et référendums : modes de scrutin : réforme (p. 4538, 4553, 4576)

Outre-mer : assemblée territoriale : conditions de travail (p. 4540)

Outre-mer : assemblée territoriale : dissolution (p. 4539, 4554)

Outre-mer : chambre territoriale des comptes (p. 4576)

Outre-mer : Polynésie française : autonomie (p. 4539)

Outre-mer : Polynésie française : élections et référendums (p. 4539, 4553)

Outre-mer : Polynésie française : indépendance (p. 4553)

Outre-mer : Polynésie française : institutions (p. 4540 et s.)

Outre-mer : Polynésie française : motion de censure (p. 4539)

Outre-mer : Polynésie française : pays d'outre-mer (p. 4539)

Partis et mouvements politiques : Union pour un mouvement populaire (UMP) : Polynésie française (p. 4542)

### Discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4576)

*Article 1er (intérim, élection et remplacement du président et du vice-président de la Polynésie française)*

Son amendement n° 104 (p. 4577)

*Article 3 (élection des membres de l'assemblée de la Polynésie française)*

Ses amendements n°s 105 (de suppression) et 113 (p. 4578)

Son intervention (p. 4582)

Son amendement n° 103 (p. 4582)

*Après l'article 3*

Reprend l'adt n° 97 de M. Bruno Sandras (procédure de destitution d'un élu ne faisant plus partie à l'assemblée de la Polynésie française du groupe politique au sein duquel il avait décidé de siéger) (p. 4583) : rejeté (p. 4583)

*Article 4 (élection et renouvellement du bureau de l'assemblée de la Polynésie française)*

Son intervention (p. 4584)

*Article 5 (responsabilité du président et du gouvernement polynésien devant l'assemblée de la Polynésie française)*

Son amendement n° 102 (p. 4585)

*Article 6 (renouvellement anticipé de l'assemblée de la Polynésie française par décret en Conseil des ministres)*

Son amendement n° 106 (de suppression) (p. 4587)

*Article 6 bis (intervention du haut-commissaire de la République en cas de carence des autorités locales) (p. 4588) : réservé à la demande du Gouvernement (p. 4591)*

Son amendement n° 108 (de suppression) (p. 4589)

*Article 7 bis (détermination des compétences respectives de la Polynésie française et des communes polynésiennes - réglementation des conditions permettant à la Polynésie française d'apporter son concours financier aux communes polynésiennes)*

Son amendement n° 110 (p. 4592)

*Article 10 (extension et contrôle par l'assemblée de la Polynésie française des compétences économiques du gouvernement polynésien)*

Son intervention (p. 4596)

*Article 11 ter (modalités d'adoption du règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française)*

Son amendement n° 111 (p. 4597)

*Article 12 (conditions d'établissement et de transmission du compte rendu des séances de l'assemblée de la Polynésie française)*

Son intervention (p. 4600)

*Article 14 bis (composition du haut conseil de la Polynésie française et régime indemnitaire de ses membres)*

Son amendement n° 109 (de suppression) (p. 4603)

*Article 20 (renouvellement anticipé de l'assemblée de la Polynésie française - entrée en vigueur de la loi organique)*

Ses amendements n°s 107 et 112 (p. 4606)

*Article 6 bis (précédemment réservé) (intervention du haut-commissaire de la République en cas de carence des autorités locales)*

Son amendement n° 108 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 4608)

**Projet de loi n° 402 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française**

PREMIÈRE LECTURE

### Discussion des articles [22 novembre 2007] (p. 4609)

*Article 3 (clarification des dispositions du code de justice administrative relatives aux demandes d'avis et aux recours contentieux concernant la Polynésie française)*

Son amendement n° 11 rectifié (p. 4610)

**Proposition de loi n° 851 relative aux conditions de l'élection des sénateurs**

## PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2159)**

Son intervention (p. 2164)

*Thèmes :*

Constitution : révision : institutions (p. 2164 et s.)

Elections et référendums : collège sénatorial : réforme (p. 2164)

Elections et référendums : élections législatives : réforme (p. 2164)

Elections et référendums : élections régionales : réforme (p. 2164)

Elections et référendums : modes de scrutin (p. 2164)

Parlement : Sénat : prérogatives (p. 2165)

Parlement : Sénat : réforme (p. 2164)

Politique générale : démocratie : élections sénatoriales (p. 2165)

**Vote sur le passage à la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2172)**

Ses explications de vote (p. 2172)

Vote pour le passage à la discussion des articles du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2172)